



## PALESTINE 13 - Feuille d'information politique – N°1 – Mars 2005

61 rue Consolat 13001 MARSEILLE - Tél./Fax 04 91 50 76 04 - [Palestine13@tele2.fr](mailto:Palestine13@tele2.fr)

<http://www.france-palestine.org/>

Association loi 1901 - Groupe local de l'Association France Palestine Solidarité

### *Paix et démocratie au Proche-Orient – des masques à la réalité*

« Ça y est, le conflit israélo-palestinien est enfin en voie de règlement... Une ère nouvelle s'ouvre, avec la disparition de Yasser Arafat, et chacun des deux peuples va pouvoir vivre en paix ! » On entend beaucoup cela, en ce moment. Si c'était vrai, nous serions vraiment très heureux, à Palestine 13. C'est exact, nous sommes soulagés quand nous apprenons que la pression diminue un peu dans les territoires occupés. Mais nous sommes les témoins navrés de la progression de la colonisation, qui ne se dément pas un seul instant, et de celle, accélérée, du terrifiant mur autour des dites colonies, ce mur qui mord chaque jour à pleines dents dans le peu qui reste des terres palestiniennes. Essayons d'expliquer notre inquiétude, en rappelant ce qui s'est passé ces derniers mois.

Les media du monde entier ont abondamment parlé des élections en Palestine, qui ont eu lieu en Janvier. Elections d'abord municipales, puis présidentielles. Des élections dé-mo-cra-tiques ! Les media ont salué ce fait avec une apparente stupéfaction. A notre connaissance, les Palestiniens avaient déjà élu démocratiquement Yasser Arafat, non ? Est-ce donc si stupéfiant qu'ils aient su recommencer ? Par contre, des élections présidentielles sous occupation militaire, avec barrages militaires omniprésents, rendant le simple fait de voter une sacrée épreuve, et avec exclusion d'une ville entière (Jérusalem), ça a été une première (pas forcément réjouissante).

Mahmoud Abbas, un proche de Yasser Arafat, associé à tous ses combats, a donc été élu Président de l'Autorité Palestinienne (à défaut de l'état palestinien, qui n'existe toujours pas, comme on sait). Bien que n'ayant renié aucune des revendications nationales palestiniennes (reconnaissance des frontières de 1967, ou ligne verte; Jérusalem comme capitale; droit au retour des réfugiés), Abbas a, assez étrangement, été reconnu d'emblée comme interlocuteur valable par le premier ministre Israélien Ariel Sharon. Sous l'effet de quelles pressions, nous le saurons probablement plus tard. (On peut penser que le gouvernement américain, totalement embourbé en Irak, avait et a besoin d'une opération de prestige au Moyen-Orient. On peut aussi penser qu'Ariel Sharon avait et a à composer avec la lassitude de la plupart des Israéliens).

Reconnu donc « persona grata » par la communauté internationale, Mahmoud Abbas choisit d'œuvrer à court terme, essayant, dans l'immédiat, de soulager autant que possible les souffrances endurées par le peuple palestinien depuis 4 ans, en particulier de desserrer un peu l'étau militaire israélien. A quel prix ? En acceptant, pour l'instant, de ne pas évoquer avec Ariel Sharon le fond du problème (par ex. l'établissement d'un état palestinien avec des frontières dont les bases ont été définies antérieurement par les Nations Unies), et en se plaçant sur le terrain purement sécuritaire: « Nous, Palestiniens, nous allons contrôler autant que nous le pouvons les organisations (Hamas, Jihad islamique) et groupes palestiniens armés, de façon à éviter que des attentats dirigés contre des civils israéliens n'aient lieu; pendant que vous, les Israéliens, vous cessez

de faire des incursions sanglantes dans les territoires palestiniens, vous arrêtez les « attentats ciblés », vous ne détruisez plus de maisons palestiniennes, et vous libérez les prisonniers.» Cet accord a minima a pour l'instant plus ou moins marché. Côté israélien : il y a encore des incursions sanglantes en Palestine, des morts chaque semaine, des destructions, en Cisjordanie comme à Gaza, avec une moindre intensité. Côté palestinien, Abbas a su aborder très diplomatiquement le cessez-feu demandé aux organisations et groupes armés, qui ont accepté de le suivre. Pour Israël en ce moment, d'autres priorités prennent le pas : la Syrie est en effet, maintenant, l'homme à abattre, l'assassinat de l'ex-premier ministre Libanais Rafik Hariri, étant tombé à point nommé (à qui profite donc le crime ?).

Il y a un élément nouveau à confirmer : les Israéliens auraient modifié le tracé du « mur », qui n'engloberait en Israël « plus que » 9% des territoires palestiniens, au lieu de 25 à 40%, selon les estimations précédentes – mais cela ne tient pas compte des 28% de la vallée du Jourdain qui restent en zone militaire israélienne... Selon l'écrivain palestinien Elias Sanbar, on devrait cette sensible réduction de l'appétit israélien aux pressions américaines, le Département d'Etat se rendant peut-être compte de l'impossibilité de vendre au monde le bien-fondé de telles annexions. Hélas, pour l'instant, on ne peut que constater la progression foudroyante du mur. Autre fragile victoire, le gouvernement israélien avait réactivé au début de l'année une « loi » lui permettant de déclarer vacants, et donc de prendre tout bonnement, sans compensation, les biens (les logements) palestiniens « vacants » situés à Jérusalem Est. Cette disposition vient d'être déclarée illégale, et ce sous pression américaine discrète. Réjouissons-nous donc de cette nouvelle. Enfin, la conférence de Londres, qui a lieu en ce moment, début Mars, voit une nouvelle publicité autour de la feuille de route, avec des promesses de financement non négligeables faites à l'Autorité palestinienne.

Donc, un verre étant toujours à moitié plein ou à moitié vide, selon le point de vue que l'on adopte, disons que pour ce qui est de la survie au jour le jour des palestiniens, le verre est à moitié plein. Pour le long terme, c'est évidemment bien différent, le verre est encore tout à fait vide, les appétits de l'actuel gouvernement israélien étant toujours aussi grands, et aucune volonté de règlement politique n'existant réellement de son côté.

Alors, que faire ? Interpeller nos élus pour qu'ils mettent tout en œuvre pour qu'une force d'interposition puisse se déployer sur la ligne verte, pour que l'Europe oblige le gouvernement israélien actuel à se soumettre aux résolutions de l'ONU. L'Europe a des moyens pour cela, en particulier la ré-affirmation que l'association d'Israël au marché européen à des conditions très avantageuses est soumise à l'obligation pour cet état de respecter les droits de l'homme. Ce n'est pas le cas, et il nous reste du pain sur la planche pour obliger nos hommes politiques à le faire. Mais que le courage dont font preuve les Palestiniens au jour le jour nous mobilise !